

LES CODES THÉMATIQUES LARCIER

Code de droit social
européen et international

Achim Seifert

Édition mise à jour au 1^{er} septembre 2012



larcier

Table des matières

I. DROIT UNIVERSEL

A) L'Organisation des Nations Unies (ONU)

1. Charte de l'ONU

26 juin 1945. – CHARTE des Nations Unies et statut de la Cour internationale de justice, signés à San Francisco 1

2. Protection des droits de l'Homme

10 décembre 1948. – DÉCLARATION universelle des droits de l'homme. 5
 19 décembre 1966. – TRAITÉ – Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 7
 19 décembre 1966. – PACTE INTERNATIONAL relatif aux droits civils, et politiques, fait à New York. 10
 21 décembre 1965. – CONVENTION internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale 11
 18 décembre 1979. – CONVENTION sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 13
 20 novembre 1989. – CONVENTION relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 20 novembre 1989.. 17
 18 décembre 1990. – RÉSOLUTION – Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990 20
 31 octobre 2003. – CONVENTION des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003. 31
 13 décembre 2006. – CONVENTION relative aux droits des personnes handicapées, adoptée à New York. 33

3. Entreprises transnationales

26 juillet 2000. – PACTE MONDIAL de 2000 38
 13 août 2003. – NORMES sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises 38

B) L'Organisation Internationale du Travail (OIT)

1. Constitution et autres textes fondamentaux

11 avril 1919. – CONSTITUTION de l'Organisation Internationale du Travail 42
 RÈGLEMENT de la Conférence Internationale du Travail 50
 23 mars 1920. – RÈGLEMENT du Conseil d'administration de l'OIT 68

19 décembre 1946. – ACCORD entre les Nations Unies et l'Organisation internationale du Travail 75
 19 juin 1998. – DÉCLARATION DE L'OIT relatives aux principes et droits fondamentaux au travail 78
 10 juin 2008. – DÉCLARATION DE L'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable 80

2. Droits fondamentaux

a) Liberté syndicale

9 juillet 1948. – CONVENTION n° 87 de l'OIT concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical 84
 1^{er} juillet 1949. – CONVENTION n° 98 de l'OIT concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective 85
 23 juin 1971. – CONVENTION n° 135 concernant les représentants des travailleurs 86
 23 juin 1975. – CONVENTION n° 141 sur les organisations de travailleurs ruraux 87
 19 juin 1981. – CONVENTION n° 154 concernant la promotion de la négociation collective 88

b) Anti-discrimination

29 juin 1951. – CONVENTION n° 100 sur l'égalité de rémunération. 90
 29 juin 1951. – RECOMMANDATION n° 90 sur l'égalité de rémunération 90
 25 juin 1958. – CONVENTION n° 111 concernant la discrimination (emploi et profession) 92
 23 juin 1981. – CONVENTION n° 156 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales 92
 20 juin 1983. – CONVENTION n° 159 sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées 94
 18 juin 2010. – RECOMMANDATION n° 200 concernant le VIH et le sida et le monde du travail 95

c) Abolition du travail forcé

28 juin 1930. – CONVENTION n° 29 concernant le travail forcé ou obligatoire 101
 25 juin 1957. – CONVENTION n° 105 sur l'abolition du travail forcé 104

d) Elimination du travail des enfants

26 juin 1973. – CONVENTION n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi 106
 17 juin 1999. – CONVENTION n° 182 sur des pires formes de travail des enfants 108

3. Entreprises transnationales

16 novembre 1977. – DÉCLARATION de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale 110

4. Politique de l'emploi

9 juillet 1948. – CONVENTION n° 88 sur le service de l'emploi	116
9 juillet 1964. – CONVENTION n° 122 sur la politique de l'emploi	118
21 juin 1988. – CONVENTION n° 168 sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage	118
19 juin 1997. – CONVENTION n° 181 concernant les agences d'emploi privées	123

5. Administration et inspection du travail

11 juillet 1947. – CONVENTION n° 81 concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce (1947)	125
26 juin 1978. – CONVENTION n° 150 sur l'administration du travail	128
25 juin 1985. – CONVENTION n° 160 sur les statistiques du travail	129

6. Le champ d'application du droit du travail

15 juin 2006. – RECOMMANDATION n° 198 sur la relation de travail	132
--	-----

7. Conditions de travail

a) Temps de travail, repos et congé

26 juin 1962. – RECOMMANDATION n° 116 sur la réduction de la durée du travail	135
17 novembre 1921. – CONVENTION n° 14 sur le repos hebdomadaire (industrie)	137
26 juin 1957. – CONVENTION n° 106 sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux)	138
9 juillet 1948. – CONVENTION n° 89 sur le travail de nuit (femmes) (révisée)	140
26 juin 1990. – CONVENTION n° 171 concernant le travail de nuit	141
24 juin 1970. – CONVENTION n° 132 concernant les congés annuels payés (révisée en 1970), adoptée à Genève	142
24 juin 1974. – CONVENTION n° 140 concernant le congé-éducation payé, adoptée à Genève par la Conférence internationale du travail lors de sa cinquante-neuvième session	144

b) Sécurité et santé au travail

22 juin 1981. – CONVENTION n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs	146
20 juin 2002. – PROTOCOLE de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs	148
26 juin 1985. – CONVENTION n° 161 sur les services de santé au travail	150
15 juin 2006. – CONVENTION n° 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail.	151

c) Protection des données personnelles des travailleurs

7 octobre 1996. – RECUEIL de directives pratiques du Bureau internationale du Travail sur la protection des données personnelles des travailleurs	154
---	-----

d) Rémunération du travail

29 juin 1949. – CONVENTION n° 94 sur les clauses de travail (contrats publics)	158
1 ^{er} juillet 1949. – CONVENTION n° 95 sur la protection du salaire	159
22 juin 1970. – CONVENTION n° 131 sur la fixation des salaires minima	161
23 juin 1992. – CONVENTION n° 173 sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur	162

8. Résiliation du contrat de travail

22 juin 1982. – CONVENTION n° 158 sur le licenciement	165
---	-----

9. Travail atypique

24 juin 1994. – CONVENTION n° 175 concernant le travail à temps partiel	168
20 juin 1996. – CONVENTION n° 177 concernant le travail à domicile, adoptée à Genève, par la Conférence internationale du Travail lors de sa 83 ^e session	170
16 juin 2011. – CONVENTION n° 189 concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques	171

10. Information et consultation des travailleurs

26 juin 1952. – RECOMMANDATION n° 94 concernant la collaboration sur le plan de l'entreprise	174
28 juin 1967. – RECOMMANDATION n° 129 sur les communications dans l'entreprise	174

11. Droit du travail de secteurs particuliers

26 juin 1958. – CONVENTION n° 110 sur les plantations	176
27 juin 1978. – CONVENTION n° 151 sur les relations de travail dans la fonction publique	184
7 février 2006. – MLC CONVENTION du travail maritime	185
14 juin 2007. – CONVENTION n° 188 sur le travail dans la pêche	226

12. Travailleurs migrants

1 ^{er} juillet 1949. – CONVENTION n° 97 sur les travailleurs migrants (révisée)	238
24 juin 1975. – CONVENTION n° 143 sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires)	241

13. Sécurité sociale

a) Principes généraux

28 juin 1952. – CONVENTION n° 102 concernant la sécurité sociale (norme minimum).....	244
28 juin 1962. – CONVENTION n° 118 sur l'égalité de traitement (sécurité sociale).....	254
21 juin 1982. – CONVENTION n° 157 sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale.....	256

b) Risques sociaux particuliers

8 juillet 1964. – CONVENTION n° 121 sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles.....	261
29 juin 1967. – CONVENTION n° 128 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants....	266
25 juin 1969. – CONVENTION n° 130 concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie.....	273
15 juin 2000. – CONVENTION n° 183 sur la protection de la maternité.....	278

14. Contrôle de l'application des normes internationales du travail

8 avril 1932. – RÈGLEMENT relatif à la procédure à suivre pour l'examen des réclamations au titre des articles 24 et 25 de la Constitution de l'OIT.....	281
12 décembre 1947. – DÉCISION du Conseil d'administration du Bureau international du Travail (103 ^e session) ...	284
1 ^{er} janvier 2001. – Procédures spéciales en vigueur pour l'examen des plaintes en violation de la liberté syndicale au sein de l'Organisation internationale du travail	284

15. Divers

21 juin 1976. – CONVENTION n° 144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail.....	291
--	-----

C) L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

30 octobre 1947. – ACCORD GÉNÉRAL sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT).....	292
---	-----

D) L'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE) du 27 juin 2000

1 ^{er} janvier 2008. – PRINCIPES directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.....	294
juin 2000. – DÉCISION du Conseil de l'OCDE (entreprises multinationales).....	297
2008. – LIGNES DIRECTRICES de procédure de l'OCDE (entreprises multinationales).....	298

II. DROIT EUROPÉEN

A) Conseil de l'Europe

5 mai 1949. – STATUT du Conseil de l'Europe signé à Londres.....	300
4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome.....	304
3 mai 1996. – CONVENTION – Charte sociale européenne (révisée).....	310
29 mars 2004. – RÈGLEMENT du Comité européen des droits sociaux.....	328

B) Union européenne

1. Traités

7 février 1992. – TRAITÉ sur l'Union européenne – Version consolidée (J.O. C 115, 9 mai 2008).....	334
25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne. Version consolidée (J.O. C 115, 9 mai 2008).....	341

2. Droits fondamentaux

12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (J.O. C 303, 14 décembre 2007).....	377
9 décembre 1989. – CHARTE communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs.....	381

3. Institutions

a) Le dialogue social au niveau européen

20 mai 1998. – DÉCISION 98/500/CE de la Commission concernant l'institution de comités de dialogue sectoriel destinés à favoriser le dialogue entre les partenaires sociaux au niveau européen (J.O. L 225/27, 18 août 1998).....	384
6 mars 2003. – DÉCISION 2003/174/CE du Conseil créant un sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi (J.O. L 70, 14 mars 2003).....	385

b) Agences et organismes spécialisés

10 février 1975. – RÈGLEMENT (CEE) n° 337/75 du Conseil (des Communautés économiques européennes) portant création d'un Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (J.O. L 39, 13 février 1975).....	387
26 mai 1965. – RÈGLEMENT (CEE) n° 1365/75 du Conseil de la Communauté européenne concernant la création d'une Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (J.O. L 139, 30 mai 1975).....	390
18 juillet 1994. – RÈGLEMENT (CE) n° 2062/94 du Conseil de la Communauté européenne instituant une Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (J.O. L 216, 20 août 1994).....	393

5 juillet 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1081/2006 du Parlement européen et du Conseil de la Communauté européenne relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1784/1999 (J.O. L 210, 31 juillet 2006)	398	7 septembre 2005. – DIRECTIVE 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (J.O. L 255, 30 septembre 2005)	456
20 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1922/2006 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (J.O. L 403, 30 décembre 2006)	403	5 avril 2011. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. Texte codifié. (J.O. L 141, 27 mai 2011)	479
20 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1927/2006 du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (J.O. L 406, 30 décembre 2006)	408		
15 février 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 168/2007 du conseil portant création d'une agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (J.O. L 53, 22 février 2007) ..	413		
c) Comités consultatifs			
24 janvier 2000. – DÉCISION 2000/98/CE du Conseil instituant le comité de l'emploi (J.O. L 29, 4 février 2000)	422	5. Libre prestation de services et libre circulation des marchandises	
9 juillet 2001. – DÉCISION 2001/548/CE de la commission relative à la création d'un comité dans le domaine des pensions complémentaires (J.O. L 196, 20 juillet 2001)	423	18 décembre 1986. – DIRECTIVE 86/653/CEE du Conseil relative à la coordination des droits des États membres concernant les agents commerciaux indépendants (J.O. L 382, 31 décembre 1986)	485
22 juillet 2003. – DÉCISION 2003/C 218/01 du Conseil relative à la création d'un Comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail (J.O. C 218, 13 septembre 2003)	424	16 décembre 1996. – DIRECTIVE 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (J.O. L 18, 21 janvier 1997)	488
16 juin 2008. – DÉCISION 2008/590/CE de la commission relative à la création d'un comité consultatif de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (J.O. L 190, 18 juillet 2008)	426	7 décembre 1998. – RÈGLEMENT (CE) n° 2679/98 du Conseil relatif au fonctionnement du marché intérieur pour ce qui est de la libre circulation des marchandises entre les États membres. (J.O. L 337, 12 décembre 1998)	491
19 décembre 2008. – DÉCISION de la Commission instituant le comité d'experts en matière de détachement de travailleurs (J.O. L 8, 13 janvier 2009)	428	12 décembre 2006. – DIRECTIVE 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (J.O. L 376, 27 décembre 2006)	492
		6. Formation du contrat de travail	
		14 octobre 1991. – DIRECTIVE 91/533/CEE du Conseil relative à l'obligation de l'employeur d'informer le travailleur des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail (J.O. L 288, 18 octobre 1991)	513
		7. Anti-discrimination et égalité des chances	
4. Liberté de circulation des travailleurs		a) Égalité de traitement entre hommes et femmes	
23 décembre 2002. – DÉCISION de la Commission mettant en œuvre le règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil en ce qui concerne la compensation des offres et des demandes d'emploi (J.O. L 5, 10 janvier 2003)	430	5 juillet 2006. – DIRECTIVE 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte) (J.O. L 204, 26 juillet 2006)	516
10 juillet 2001. – RECOMMANDATION n° 2001/613/CE du parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs (J.O. L 215, 9 août 2001)	432	13 décembre 1984. – RECOMMANDATION n° 84/635/CEE du Conseil relative à la promotion des actions positives en faveur des femmes (J.O. L 331, 19 décembre 1984)	523
22 septembre 2003. – DIRECTIVE 2003/86/CE du Conseil relative au droit au regroupement familial (J.O. L 251, 3 octobre 2003)	436	27 novembre 1991. – RECOMMANDATION n° 92/131/CEE de la Commission sur la protection de la dignité des femmes et des hommes au travail (J.O. L 49, 24 février 1992)	525
25 novembre 2003. – DIRECTIVE 2003/109/CE du Conseil relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée (J.O. L 16, 23 janvier 2004) ..	440	8 mars 2010. – DIRECTIVE 2010/18/UE du Conseil portant application de l'accord-cadre révisé sur le congé parental conclu par BUSINESSEUROPE, l'UEAPME, le CEEP et la CES et abrogeant la directive 96/34/CE (J.O. L 68, 18 mars 2010)	529
29 avril 2004. – DIRECTIVE 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE (J.O. L 158, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 229, 29 juin 2004; Rect. J.O. L 197, 28 juillet 2005)	447	7 juillet 2010. – DIRECTIVE 2010/41/UE du Parlement européen et du Conseil concernant l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante, et abrogeant la directive 86/613/CEE du Conseil (J.O. L 180, 15 juillet 2010)	532

b) Égalité de traitement dans d'autres domaines

29 juin 2000. – DIRECTIVE 2000/43/CE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique (<i>J.O. L 180, 19 juillet 2000</i>)	536
27 novembre 2000. – DIRECTIVE 2000/78/CE du Conseil portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (<i>J.O. L 303, 2 décembre 2000</i>)	539
15 juillet 2003. – RÉSOLUTION 2003/C 175/01 du Conseil relative à la promotion de l'emploi et de l'intégration sociale des personnes handicapées (<i>J.O. C 175, 24 juillet 2003</i>)	544

8. Sécurité et santé au travail

12 juin 1989. – DIRECTIVE 89/391/CEE du Conseil concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail (<i>J.O. L 183, 29 juin 1989</i>)	546
Annexe - Liste des directives adoptées en vertu de l'art 16, § 1 ^{er} de la directive 89/391/CE	551
19 octobre 1992. – DIRECTIVE 92/85/CEE du Conseil concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (dixième directive particulière au sens de l'article 16 paragraphe 1 de la directive 89/391/CEE) (<i>J.O. L 348, 28 novembre 1992</i>)	552
22 juin 1994. – DIRECTIVE 94/33/CE du Conseil relative à la protection des jeunes au travail (<i>J.O. L 216, 20 août 1994</i>)	555
11 mars 2002. – DIRECTIVE 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier. (<i>J.O. L 80, 23 mars 2002; Rect. J.O. L 57, 24 février 2007</i>)	560
4 novembre 2003. – DIRECTIVE 2003/88/CE du Parlement et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail. (<i>J.O. L 299, 18 novembre 2003</i>)	563
18 février 2003. – RECOMMANDATION n° 2003/134/CE du Conseil portant sur l'amélioration de la protection de la santé et de la sécurité au travail des travailleurs indépendants (<i>J.O. L 53, 28 février 2003</i>)	569
27 mai 2004. – ACCORD-CADRE sur le stress au travail	570
26 avril 2007. – ACCORD-CADRE sur le harcèlement et la violence au travail	572

9. Protection des données à caractère personnel

24 octobre 1995. – DIRECTIVE 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. (<i>J.O. L 281, 23 novembre 1995</i>)	574
--	-----

10. Travail atypique

15 décembre 1997. – DIRECTIVE 97/81/CE du Conseil concernant l'accord-cadre sur le travail à temps partiel conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES (<i>J.O. L 14, 20 janvier 1998</i>)	586
--	-----

27 mai 1998. – RECOMMANDATION de la Commission concernant la ratification de la convention n° 177 de l'OIT sur le travail à domicile du 20 juin 1996 (<i>J.O. L 165, 10 juin 1998</i>)	589
28 juin 1999. – DIRECTIVE 1999/70/CE du Conseil concernant l'accord-cadre CES, UNICE et CEEP sur le travail à durée déterminée (<i>J.O. L 175, 10 juillet 1999</i>)	589
16 juillet 2002. – Accord-cadre sur le télétravail	592
19 novembre 2008. – DIRECTIVE 2008/104/CE du Parlement européen et du conseil relative au travail intérimaire (<i>J.O. L 327, 5 décembre 2008</i>)	594

11. Protection des travailleurs en cas de restructuration de l'entreprise

20 juillet 1998. – DIRECTIVE 98/59/CE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux licenciements collectifs (<i>J.O. L 225, 12 août 1998</i>)	599
12 mars 2001. – DIRECTIVE 2001/23/CE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. (<i>J.O. L 82, 22 mars 2001</i>)	601
17 décembre 1982. – Sixième DIRECTIVE 82/891/CEE du Conseil fondée sur l'article 54 paragraphe 3 point g) du traité et concernant les scissions des sociétés anonymes (<i>J.O. L 378, 31 décembre 1982</i>)	604
5 avril 2011. – DIRECTIVE 2011/35/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les fusions des sociétés anonymes (<i>J.O. L 110, 29 avril 2011</i>)	604
16 octobre 2003. – DÉCLARATIONS – Orientations de référence d'UNICE, CEEP, UEAPME et la CES pour gérer le changement et ses conséquences sociales	605
22 octobre 2008. – DIRECTIVE 2008/94/CE du Parlement européen et du conseil relative à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur (version codifiée) (<i>J.O. L 283, 28 octobre 2008</i>)	606

12. Participation financière des travailleurs

27 juillet 1992. – RECOMMANDATION n° 92/443/CEE du Conseil concernant la promotion de la participation des travailleurs salariés aux bénéfices et aux résultats de l'entreprise (y compris la participation au capital) (<i>J.O. L 245, 26 août 1992</i>)	610
---	-----

13. Relations professionnelles

8 octobre 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 2157/2001 du Conseil relatif au statut de la société européenne (SE) (<i>J.O. L 294, 10 novembre 2001</i>)	612
8 octobre 2001. – DIRECTIVE 2001/86/CE du Conseil complétant le statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs. (<i>J.O. L 294, 10 novembre 2001</i>)	623
11 mars 2002. – DIRECTIVE 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne. (<i>J.O. L 80, 23 mars 2002</i>)	629

22 juillet 2003. – RÈGLEMENT n° 1435/2003 (CE) du Conseil relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) (J.O. L 207, 18 août 2003; Rect. J.O. L 49, 17 février 2007; Rect. J.O. L 79, 20 mars 2007).....	632
22 juillet 2003. – DIRECTIVE 2003/72/CE du Conseil complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs (J.O. L 207, 18 août 2003).....	647
21 avril 2004. – DIRECTIVE 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les offres publiques d'acquisition (J.O. L 142, 30 avril 2004).....	654
26 octobre 2005. – DIRECTIVE 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (J.O. L 310, 25 novembre 2005).....	655
6 mai 2009. – DIRECTIVE 2009/38/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs (refonte) (J.O. L 122, 16 mai 2009).....	660

14. Conflits des lois

22 décembre 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles I) (J.O. L 12, 16 janvier 2001; Rect. J.O. L 307, 24 novembre 2001).....	669
17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009).....	675
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (J.O. L 199, 31 juillet 2007).....	678

15. Protection sociale

a) Coordination des systèmes de sécurité sociale

29 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. (J.O. L 166, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 200, 7 juin 2004).....	681
16 septembre 2009. – RÈGLEMENT (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (J.O. L 284, 30 octobre 2009).....	702
24 novembre 2010. – RÈGLEMENT (UE) n° 1231/2010 du Parlement européen et du Conseil visant à étendre le règlement (CE) n° 883/2004 et le règlement (CE) n° 987/2009 aux ressortissants de pays tiers qui ne sont pas déjà couverts par ces règlements notamment en raison de leur nationalité (J.O. L 344, 29 décembre 2010).....	726

b) Harmonisation du droit de la sécurité sociale

19 décembre 1978. – DIRECTIVE 79/7/CEE du Conseil relative à la mise en oeuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale (J.O. L 6, 10 janvier 1979).....	728
--	-----

29 juin 1998. – DIRECTIVE 98/49/CE du Conseil relative à la sauvegarde des droits à pension complémentaire des travailleurs salariés et non salariés qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté. (J.O. L 209, 25 juillet 1998).....	729
3 juin 2003. – DIRECTIVE 2003/41/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (J.O. L 235, 23 septembre 2003).....	731

16. Le droit social européen dans les relations extérieures de l'UE

a) Dispositions pour les pays en voie de développement

22 juillet 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 732/2008 du Conseil appliquant un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1 ^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2011, et modifiant les règlements (CE) n° 552/97 et (CE) n° 1933/2006, ainsi que les règlements de la Commission (CE) n° 1100/2006 et (CE) n° 964/2007 (J.O. L 211, 6 août 2008).....	744
18 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (J.O. L 378, 27 décembre 2006).....	752

b) Accords d'association

2 mai 1992. – ACCORD sur l'Espace économique européen, protocoles, acte final et annexes signés à Porto, approuvés par la loi du 18 mars 1993.	759
23 décembre 1963. – ACCORD créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie (J.O. L 217, 29 décembre 1964).....	760
19 septembre 1980. – DÉCISION n° 1/80 du Conseil d'association relative au développement entre la Communauté économique européenne et la Turquie.	761
19 septembre 1980. – DÉCISION n° 3/80 du Conseil d'association relative à l'application des régimes de sécurité sociale des États membres des Communautés européennes aux travailleurs turcs et aux membres de leur famille (J.O. C 110, 25 avril 1983).....	762
22 avril 1999. – ACCORD de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part (J.O. L 246, 17 septembre 1999).....	764
26 février 1996. – Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (J.O. L 70, 18 mars 2000).....	765

17. Le droit social européen et le droit européen de la concurrence

20 janvier 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 139/2004 du Conseil relatif au contrôle des concentrations entre entreprises («le règlement CE sur les concentrations»). (J.O. 29 janvier 2004, L 24).....	766
---	-----

6 août 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 800/2008 de la Commission de la Communauté européenne déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) (<i>J.O. L 214, 9 août 2008</i>).....	767
---	-----

18. Le droit social européen et le droit européen de la consommation

5 avril 1993. – DIRECTIVE 93/13/CEE du Conseil concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs (<i>J.O. L 95, 21 avril 1993</i>)	777
20 décembre 1985. – DIRECTIVE 85/577/CEE du Conseil concernant la protection des consommateurs dans le cas de contrats négociés en dehors des établissements commerciaux (<i>J.O. L 372, 31 décembre 1985</i>)	778
23 avril 2008. – DIRECTIVE 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (<i>J.O. L 133, 22 mai 2008; Rect. J.O. L 207, 11 août 2009; Rect. J.O. L 199, 31 juillet 2010</i>)	779

19. Politique de l'emploi et politique économique de l'Union européenne

3 juin 2002. – RÉOLUTION 2002/C 162/01 du Conseil relative aux compétences et à la mobilité (<i>J.O. C 162, 6 juillet 2002</i>)	780
3 octobre 2008. – RECOMMANDATION de la Commission relative à l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail (<i>J.O. L 307, 18 novembre 2008</i>)	782
25 mars 2010. – ACCORD-CADRE européen sur les marchés inclusifs	784
21 octobre 2010. – DÉCISION 2010/707/UE du Conseil relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres (<i>J.O. L 308, 24 novembre 2010</i>)	788
16 novembre 2011. – RÈGLEMENT (UE) n° 1176/2011 du Parlement européen et du Conseil sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques (<i>J.O. L 306, 23 novembre 2011</i>)	791